



**CAHIER DU CONGRÈS ANNUEL DES 27 ET 28 AVRIL 2019
DE L'ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITÉ SYNDICALE
ÉTUDIANTE**

Version du 9 avril 2019

Lieu

Conseil Régional FTQ Québec et Chaudière-Appalaches,
5000, boulevard des Gradins, Québec (Québec) G2J 1N3

Heure

9h00

Documents utiles pour le Congrès (disponibles au www.asse-solidarite.qc.ca) :

- Statuts et Règlements de l'ASSÉ
- Code des règles de procédure de l'ASSÉ

COORDONNÉES DU BUREAU DE L'ASSÉ

2065 rue Parthenais B.P. 383

Montréal, Qc, H2K 3T1

Tél : 514-390-0110

Courriel: webmestre@asse-solidarite.qc.ca

Web : www.asse-solidarite.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	3
PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR.....	4
TEXTES DE RÉFLEXION.....	5
Un climat à préserver : Perspectives sur une lutte à gagner.....	5
Un congrès pour les terminer tous.....	10
LETTRES DE DÉMISSION.....	12
LETTRES DE CANDIDATURE.....	13
PROPOSITIONS.....	14
1. Procédures d'ouverture.....	14
1.1. Ouverture.....	14
1.2. Præsidium.....	14
1.3. Adoption de l'ordre du jour.....	14
1.4. Adoption des procès-verbaux.....	14
2. Déroulement du 27 avril.....	14
3. Bilan.....	14
4. ASSÉ et mouvement étudiant.....	14
5. Avis de motion.....	16
5.1. Dépôt des avis de motion.....	16
5.2. Traitement des avis de motion.....	16
6. Élections.....	16
7. Finances.....	16
8. Varia.....	16
9. LEVÉE.....	16

PROPOSITION D'ORDRE DU JOUR

1. Procédures d'ouverture
 - 1.1. Ouverture
 - 1.2. Præsidium
 - 1.3. Adoption de l'ordre du jour
 - 1.4. Adoption des procès-verbaux
2. Déroulement du 27 avril
3. Bilan
4. ASSÉ et mouvement étudiant
5. Avis de motion
 - 5.1. Dépôt des avis de motion
 - 5.2. Traitement des avis de motion
6. Élections
7. Finances
8. Varia
9. Levée

TEXTES DE RÉFLEXION

UN CLIMAT À PRÉSERVER : PERSPECTIVES SUR UNE LUTTE À GAGNER

(Déposé le 3 avril 2019)

Les étudiant.e.s et la lutte climatique

Le 15 mars dernier, cent cinquante mille personnes inondaient les rues de Montréal. Pendant ce temps, des milliers d'autres ont pris d'assaut les rues d'une vingtaine de villes au Québec. Qui aurait deviné à peine deux mois plus tôt que l'appel à la grève pour le climat rencontrerait un tel écho? Les élèves du secondaire qui se mobilisent depuis des mois, peut-être. Mais nous qui militons au sein d'associations étudiantes collégiales et universitaires, il y a un moment que nous n'avions pas vu une telle vague d'enthousiasme pour la grève.

Le succès du 15 mars prouve que le potentiel de cette lutte est immense. Elle a touché quelque chose que le mouvement étudiant n'avait encore jamais réussi à exploiter jusqu'à présent, et qui ne demandait qu'à s'exprimer. Autant de forces assoupies dont nous aurons besoin pour le combat qui s'annonce.

Depuis notre enfance, on nous annonce l'étendue du désastre à venir. Au rythme où vont les choses, la planète se dirige tout droit vers une catastrophe climatique sans précédent. Pourtant, rien ne bouge. Ce n'est guère étonnant : la crise est telle que pour éviter le naufrage, les demi-mesures ne sont d'aucun secours. Il ne s'agit plus de faire une petite réforme par ici, un petit programme de subvention par là : il faut transformer en profondeur l'ensemble de la société. Comme l'ont scandé plusieurs, c'est le système qu'il faut changer, pas le climat. Or, un tel changement ne s'obtient pas par des requêtes poliment adressées au pouvoir en place. Il faudra le lui imposer, et pour cela, nous aurons besoin de toute notre force collective. Seulement, par quel moyen?

La genèse d'une grève générale

La manifestation du 15 mars dernier était la plus vaste depuis la grève étudiante de 2012. Avec seulement six semaines de préparation, tout porte à croire qu'il ne s'agissait encore que d'un début. Avec du temps et encore plus d'efforts de mobilisation dans nos campus, ce mouvement deviendra sans doute la prochaine lutte étudiante d'envergure. Car nous savons bien que d'autres grèves suivront. Ce ne sont ni des journées ni des semaines de grève qui auront une chance d'obtenir quelque changement significatif que ce soit. Si nous voulons réellement participer à la lutte qui se dessine, nous devons nous préparer dès maintenant à une grève générale illimitée, plus vaste encore que tout ce que nous avons connu jusqu'à présent.

Parler de grève générale illimitée ravive dans plusieurs esprits le souvenir des mobilisations massives contre la hausse des frais de scolarité en 2012. Il ne faut pourtant pas croire que ceci est un appel à simplement reproduire une « grève de 2012 pour le climat ». Ce serait une erreur. La lutte climatique s'annonce beaucoup plus vaste et beaucoup plus âpre que la seule contestation d'une hausse de frais de scolarité. Elle devra donc être menée de front par un ensemble de groupes sociaux, dont nous, étudiant.e.s, ne constituons qu'une fraction. Cela dit, si nous voulons réfléchir à la manière d'organiser nos propres énergies militantes, l'expérience de 2012 reste instructive à plusieurs niveaux.

Tout d'abord, cet épisode de mobilisation a montré que pour s'inscrire dans la durée et s'élargir le plus possible, une grève générale illimitée doit avoir pour fondation les associations étudiantes. En effet, ce sont les associations étudiantes qui disposent du plus de ressources financières et de capacités organisationnelles pour faciliter la construction d'un mouvement de grève. Ultimement, toutes nos mobilisations sont dépendantes de leurs ressources, que ce soit pour produire du matériel de mobilisation, louer des autobus pour les manifestations, défrayer les dépenses judiciaires des arrêté.e.s, soutenir leurs membres précarisé.e.s en période de grève et les défendre en cas de litige académique.

De plus, nos associations constituent un puissant outil afin de construire notre légitimité auprès de la population étudiante. Nos assemblées générales jouent un rôle clé dans la force de nos mandats de grève, qu'il ne faut guère sous-estimer. En débattant des orientations politiques à poursuivre et des plans d'action à mener, puis en adoptant démocratiquement des positions communes, ces mandats obtiennent une légitimité apte à coaliser les membres ayant pris part à leur adoption. Surtout, ces assemblées offrent un espace où les points de vue divergents peuvent s'affronter, les conflits s'exprimer, les idées s'entrechoquer, et néanmoins parvenir à des compromis, certes imparfaits, mais derrière lesquels tous et toutes peuvent se rallier. Il importe donc de ne pas voir les assemblées générales comme l'endroit où les grèves sont simplement votées : elles sont aussi un des lieux nécessaires pour qu'elles se construisent et s'incarnent.

Or, pour s'assurer que les assemblées générales réalisent pleinement leur rôle, le plus grand nombre possible d'étudiant.e.s doit y prendre part, et en comprendre le fonctionnement. Pour cela, nous devons renouer avec un travail constant de mobilisation : distribution de tracts, conversations directes avec les membres, actions de visibilité, etc. Toutefois, de telles pratiques ne s'apprennent pas d'elles-mêmes. Elles appartiennent à des cultures militantes, qui doivent être transmises aux nouvelles générations d'étudiant.e.s. Cela est particulièrement vrai dans notre contexte où, chaque année, il faut former de nouvelles personnes militantes pour remplacer celles qui terminent leurs études où les poursuivent ailleurs. S'assurer d'une transition des savoirs militants et de la disponibilité des formations est une nécessité à la fois pour l'efficacité de la mobilisation, mais aussi pour assurer le renouvellement de notre base en incluant le plus de nouveaux et nouvelles militant.e.s.

C'est à ce niveau qu'il devient crucial de s'organiser entre associations à une échelle plus large. Une organisation étudiante nationale constitue en effet un excellent moyen de s'assurer de la transmission des savoirs en renforçant les liens interassociatifs. Il est nécessaire de développer des solidarités concrètes entre nos différents milieux, et celles-ci requièrent des espaces pour se construire. Une association nationale offre de tels espaces. Les camps de formation et les instances décisionnelles permettent notamment aux associations qui les investissent de se rencontrer, d'échanger sur leurs réalités propres et de décider d'orientations communes. Par ailleurs, les structures démocratiques nationales remplissent pour les associations un rôle semblable aux assemblées générales locales. Ainsi, en débattant sur la base des mandats votés par leurs membres respectifs/ves, les associations étudiantes ont elles aussi l'occasion de se coordonner entre elles, de débattre et de résoudre démocratiquement les inévitables conflits émergeant de l'organisation d'une lutte d'envergure. Il n'est possible ni d'espérer, ni d'atteindre le consensus absolu : aussi, il est nécessaire de se doter de structures permettant de dépasser les conflits dans l'organisation, afin d'être coalisé.e.s dans l'action.

Finalement, pour que cette force nationale devienne réalité, elle doit disposer de moyens. Bien que l'implication directe des associations locales soit centrale, il est nécessaire que des personnes se concentrent sur la coordination de ces efforts au niveau national. Qu'il s'agisse de favoriser la communication entre les associations, effectuer du travail de recherche sur les enjeux de l'heure, préparer des formations, gérer un fonds d'entraide légal ou coordonner des équipes de mobilisation pour les campus en ayant le plus besoin, les tâches à accomplir sont multiples. Pour les réaliser, il pourrait être pertinent de se doter d'une structure basée sur des comités, dédiés chacun à une de ces missions, collaborant avec un exécutif national. De plus, cela nécessite des fonds, lesquels doivent nécessairement provenir des associations locales. Par conséquent, une telle association nécessitera un mode de financement récurrent, par exemple grâce à une forme de cotisation.

Voici les fondations que nous devons poser en vue de bâtir une mobilisation à la hauteur de l'urgence climatique. Il nous faut désormais commencer à les mettre en place. La lutte à venir exige que nous recréions des espaces pour renforcer aussi bien nos associations locales que les liens de solidarité qui les unissent. Et ces espaces, il nous faut commencer à les bâtir rapidement, maintenant.

Pensons l'avenir

La grève de 2012 a eu comme véhicule de lutte la CLASSE, Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Cependant, si l'ASSÉ a réussi à rassembler à l'époque la frange combative de la résistance étudiante à la hausse, l'ASSÉ aujourd'hui est plus une épave qu'un véhicule efficace de mobilisation. Vidée de ses forces, elle sera très probablement dissoute lors de son prochain congrès annuel, à la fin du mois d'avril.

La mort de l'ASSÉ n'est cependant pas sans péril. Ainsi, dès le moment où sa dissolution sera officielle, nombre d'associations collégiales et de programmes universitaires pourraient perdre une aide considérable pour la transmission des savoirs militants. Parions également que la

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et l'Union étudiante du Québec (UEQ), pour qui la concertation a toujours prévalu sur l'action, n'attendent que ce moment pour revendiquer le statut d'uniques représentantes de la population étudiante québécoise. Celles-ci ne devraient pas non plus tarder à récupérer la mobilisation étudiante autour des enjeux écologistes, en sapant ses efforts et en diluant ses revendications. Trahir les mobilisations étudiantes combattives en échange d'une poignée de miettes est une tradition de longue date des fédérations étudiantes. Leur récupération à peine camouflée de la lutte pour la rémunération des stages portée par les CUTE représente à ce chapitre un autre sinistre exemple de cette habitude. Avec ces considérations, l'urgence de rassembler à nouveau les associations étudiantes combattives et de construire un contrepoids aux fédérations n'en devient que plus évidente.

Cela dit, la mort de l'ASSÉ représente aussi une opportunité unique de nous réorganiser en fonction des besoins spécifiques des combats à venir. De plus, elle nous offre l'occasion de ne pas répéter les mêmes erreurs. Sans détailler ici les causes qui ont mené l'ASSÉ à son désinvestissement actuel, elles offrent néanmoins de quoi nourrir nos réflexions pour la suite.

Ainsi, un premier constat s'impose : si nous créons une nouvelle organisation étudiante nationale, nous devons la constituer autour de principes radicaux. Comme nous le savons, la crise climatique actuelle ne sera pas évitée grâce à de timides réformes. La crise climatique ne se résume pas à un simple problème environnemental. Aussi, pour y répondre, nous devons en déterrer les racines profondes et multiples, et accepter qu'elle ne sera résolue qu'en luttant sur tous les fronts. Ultimement, nous ne souhaitons pas préserver le climat pour lui-même. Nous voulons lutter pour le climat, car cela est nécessaire afin d'assurer la justice et le bien-être à tous les êtres qui habitent ce monde. Or, cela, nous n'y parviendrons pas sans combattre à la fois le capitalisme, le colonialisme, le patriarcat et les autres systèmes d'oppression.

Tous ces systèmes sont interreliés et indissociables si nous les observons à partir d'une vision radicale. L'économie capitaliste et sa croissance insoutenable sont évidemment les responsables les plus visibles de la destruction du monde. Cependant, son appétit toujours plus vorace de ressources participe à déposséder des populations de leurs territoires, exploiter leur travail et renforcer des rapports de pouvoir inégalitaires à travers le colonialisme. Sans compter que ce sont souvent ces populations rendues les plus vulnérables par les inégalités économiques qui subissent en premier les répercussions environnementales de la croissance effrénée.

Également, maintenant que la population est davantage sensibilisée sur les questions environnementales, les initiatives individuelles pour diminuer son empreinte écologique se mettent à foisonner. Toutefois, dans maints foyers, l'entièreté des efforts de consommation et d'alimentation plus responsables repose sur les femmes. Cela montre l'importance de passer par des changements structurels, pour éviter que le poids de la transition écologique s'ajoute à tout le travail invisible féminin.

Second constat : s'il y a une leçon à tirer de l'histoire des mouvements sociaux, c'est qu'aucun changement radical ne s'obtient sans rencontrer de résistance. Plus grandes seront nos revendications, plus forte sera l'opposition de celles et ceux qui ont intérêt à préserver l'ordre

actuel des choses. Nous ne parlons pas ici que des pétrolières : l'économie de la destruction orchestrée profite à bien d'autres. Nous devons aussi faire face aux adversaires traditionnels de la contestation sociale : le patronat, l'État, la police. Peut-être trouverons-nous quelques appuis ici et là, mais n'y comptons pas trop. L'éducation et la mobilisation ont leurs limites : nous devons accepter que certaines personnes et certains groupes ne se laisseront pas convaincre par la seule justesse de nos arguments. Nous n'obtiendrons pas gain de cause sans accepter d'entrer en conflit avec ceux qui ont intérêt à laisser le monde brûler plutôt qu'accepter l'urgence de la situation. Les associations et les personnes que nous souhaitons réunir devront donc croire en ces revendications radicales, et être prêt.e.s à vivre la confrontation qui s'ensuivra.

Préparer la suite

Ne cherchons pas de chemin tout tracé. Il n'y en a pas. Si nous avons fait appel à l'exemple d'expériences de luttes étudiantes passées comme celle contre la hausse, il ne faut pas pour autant chercher à les recréer. Il n'est pas question non plus de construire presque à l'identique une nouvelle organisation étudiante nationale sur les cendres encore fumantes de l'ASSÉ. L'objectif, de toute façon, est d'un tout autre ordre : il ne s'agit pas de reproduire une grève générale illimitée comme celle de 2012. Nous avons besoin d'autre chose.

Ne nous leurrions pas : en tant qu'étudiant.e.s, même en réunissant toutes nos forces collectives, nous réussirons difficilement à faire pencher la balance. Nous ne pourrons mener cette bataille seul.e.s. Et nous ne sommes pas seul.e.s. Notre travail aujourd'hui est de construire un mouvement qui saura s'inscrire dans le vaste paysage des luttes pour la justice sociale et environnementale, et entraîner d'autres franges de la société dans son sillage. Pour cela, les luttes passées nous offrent un point de départ. Un épisode comme celui du 15 mars dernier nous donne des raisons de croire que cela est possible.

Pour l'instant, nous avons des liens à créer, une mobilisation à mener, une organisation à bâtir. Mais bientôt, nous aurons une lutte à mener. Comme dans nombre de contestations sociales, les étudiant.e.s en formeront la première vague. De cette vague, ne nous reste qu'à faire un raz-de-marée.

UN CONGRÈS POUR LES TERMINER TOUS

(Déposé le 8 avril 2019)

Sans l'ambition de fournir une analyse exhaustive du contexte dans lequel se retrouve l'ASSÉ et des raisons ayant mené à celui-ci, ce texte propose, de façon pragmatique, un dénouement possible à cette situation lors du congrès annuel des 27 et 28 avril 2019.

Le défi que pose la situation actuelle de l'ASSÉ est le même auquel l'organisation fait face depuis plusieurs années, celui d'une démobilisation générale et d'un recours aux processus bureaucratiques afin de maintenir l'ASSÉ sur le respirateur artificiel encore un peu plus longtemps. La question de la dissolution de l'organisation, dorénavant communément admise, ne parvient pourtant pas à mobiliser suffisamment d'associations membres pour être traitée en congrès. Un mandat de dissolution n'est effectivement pas à prendre à la légère et nécessite à lui seul des efforts de mobilisation qui pourraient être déployés dans des campagnes considérablement plus intéressantes politiquement. Les associations membres qui ne seront pas présentes au congrès ou ne détenant pas de mandat quant à l'avenir de l'ASSÉ ont été contactées, mais ont visiblement bien trop de difficulté à obtenir des mandats en ce sens pour qu'il soit réaliste d'attendre qu'elles se positionnent. Si la question de l'avenir de notre organisation nationale donne lieu à plus d'indifférence que d'intérêt, peut-être est-il simplement temps de mettre la clé sous la porte, sans s'empêtrer dans la lourdeur bureaucratique que représente une campagne de dissolution.

Il faut donc prendre les moyens nécessaires pour mettre un terme, une fois pour toute, à l'agonie de l'ASSÉ. Étant donné que le quorum de 18 associations membres, dont 5 associations de cégep, ne sera selon toute vraisemblance pas atteint au congrès du 27-28 avril, nous devons trouver une solution pour que le congrès ne soit pas une énième occasion de constater, les mains liées, la démobilisation que suscite l'ASSÉ. Ainsi, si le quorum n'est pas atteint, nous proposerons de lever les statuts et règlements et de voter la dissolution de l'ASSÉ au quorum moral. Même s'il ne faut pas minimiser l'importance de cette décision, la situation financière et politique de l'organisation étant ce qu'elle est, il s'agit de la dernière chance que nous avons d'y mettre fin formellement. Depuis déjà quelques années, des associations se désaffilient au lieu de prendre des mandats de dissolution et parmi les associations restantes, pratiquement plus personne ne se présente en congrès. Si la situation persiste, nous ne ferons que constater à distance la disparition des restes de l'ASSÉ, ou pire, sa survie à travers la récolte des maigres cotisations étudiantes, puisées dans les poches des associations étudiantes trop peu politisées pour se retirer. Ne nous leurrons pas: l'option de la désaffiliation, en plus de nous sembler irresponsable, ne permet pas d'envisager de façon combative le futur des luttes étudiantes. Il ne fait aucun doute qu'un mouvement étudiant occupé à administrer sa déconfiture ne peut être le fer de lance d'une contestation sociale d'envergure.

Advenant une dissolution, il est à prévoir que les fédérations étudiantes joueront leur habituel rôle d'éteignoirs en tentant de rallier de nombreuses associations à leurs stratégies de lobbying. Or, ces tentatives de maraudage sont déjà à l'œuvre, et il n'en reviendra qu'aux associations plus mobilisées de s'assurer que la fin de l'ASSÉ ne signifie pas pour autant un renforcement des positions réformistes au sein du mouvement étudiant. En outre, rappelons qu'un move est nécessaire, si on ne veut pas finir comme la FEUQ qui, malgré la fin de son existence réelle, continue de payer un employé et de renouveler ses administrateurs légaux depuis plusieurs années.

Sans plonger délibérément dans la provocation, cette proposition se veut en quelque sorte un ultimatum. Nous sommes évidemment conscient-es des conséquences d'une telle prise de position, et espérons qu'elle sera prise pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un effort de bonne foi d'en finir avec l'ASSÉ, en limitant les efforts inutiles et les considérations dogmatiques. Il s'agit de couper court à cette structure qui subsiste presque qu'uniquement grâce à son existence légale, qu'on pourrait délaissier sans fracas si ce n'était de la faillite imminente. Indéniablement, cette proposition suscitera de nombreux débats, qui, espérons-le, favoriseront une décision judicieuse lors du prochain congrès.

Solidairement, L'exécutif de la SOGÉÉCOM

LETTRES DE DÉMISSION

LETTRES DE CANDIDATURE

PROPOSITIONS

1. PROCÉDURES D'OUVERTURE

1.1. Ouverture

1.2. Præsidium

1.3. Adoption de l'ordre du jour

1.4. Adoption des procès-verbaux

2. DÉROULEMENT DU 27 AVRIL

3. BILAN

4. ASSÉ ET MOUVEMENT ÉTUDIANT

4.1. Considérant que les tentatives de réformes internes n'ont jusqu'à présent pas suffi à régler les difficultés structurelles de l'ASSÉ;

Considérant que l'ASSÉ vit, depuis quelques années, un profond désinvestissement qui mine sa capacité de mobilisation et entraîne la perte progressive de ses pratiques combatives;

Considérant le risque élevé d'une faillite de l'ASSÉ au cours de l'été 2019;

Considérant qu'une faillite de l'ASSÉ aurait des répercussions graves sur ses exécutant.e.s qui, même s'il.elle.s démissionnent, en seraient tenu.e.s personnellement responsables financièrement aux yeux de la loi;

Considérant que l'ASSÉ a encore un employé et un loyer à payer pour les mois à venir;

Considérant que la présente situation de l'ASSÉ est comparable à celle de l'ANEEQ avant sa mort;

Considérant une réelle volonté au dernier congrès d'en finir avec les débats dissolution/réinvestissement de l'ASSÉ et l'engagement des associations d'adopter un mandat à ce sujet d'ici au prochain congrès annuel;

Considérant que plusieurs autres associations ont adopté des mandats pour la dissolution ou envisagent de le faire;

Considérant qu'une dissolution en bonne et due forme faciliterait la conservation du fond des arrêté.e.s, des archives et des meubles de l'ASSÉ, alors qu'une faillite les mettrait plutôt en péril;

Que l'AÉMSP appuie la dissolution de l'ASSÉ lors de son prochain congrès annuel en avril.

Que l'AÉMSP encourage d'autres associations membres de l'ASSÉ (notamment celles qui se sont désinvesties de l'ASSÉ dans les dernières années) à adopter des mandats similaires en vue du congrès annuel.

Que l'AÉMSP soutienne la création d'un comité de transition chargé de maintenir un contact entre les associations en l'absence d'association nationale combative, et ainsi servir de lieu de réflexion sur l'avenir du syndicalisme étudiant combatif.

Que ce comité ait notamment pour mission de maintenir certaines des missions actuellement assumées par l'ASSÉ, telle que la tenue d'activités de formation sur les campus, l'aide de base pour la mobilisation et la gestion d'un fonds d'entraide légal.

(Déposée par l'AEMSP le 28 novembre 2018)

4.2. Que l'ASSÉ soit dissoute.

Qu'un comité de transition ayant la structure suivante soit créé :

Qu'il soit en charge de maintenir un contact entre les associations en l'absence d'association nationale combative, et ainsi servir de lieu de réflexion sur l'avenir du syndicalisme étudiant combatif.

Qu'il soit en charge de la gestion des fonds restants de l'ASSÉ suite à sa dissolution. Que ces fonds soient utilisés dans le respect de la politique de dépenses de l'ASSÉ, et uniquement pour effectuer les mandats suivants :

- Organisation de camps de formations et offre de formations dans les associations étudiantes;

- Aide à la mobilisation dans les associations étudiantes;

- Création et diffusion de matériel de mobilisation;

- Organisation d'instances et d'espaces de réflexion, tels que le congrès de fondation d'une nouvelle association étudiante nationale;

- Gestion du fonds légal.

Qu'il puisse recevoir des dons des associations étudiantes, ainsi que des contributions volontaires lors des événements qu'il organise.

Que l'ensemble des factures associées à ses dépenses soient accessibles à toute association membre de l'ASSÉ en faisant la demande, et qu'un bilan des finances faisant état des revenus et des dépenses selon les cinq catégories ci-haut soit produit à chaque session et envoyé via une liste courriel.

Que ses procès-verbaux soient envoyés à chaque association membre de l'ASSÉ via une liste courriel.

Que ses membres soient élu-e-s selon les règles d'élection des comités de travail de l'ASSÉ, qui obligent notamment l'envoi d'une lettre de candidature au moins 72 heures avant l'instance d'élection.

Que des élections aient lieu au congrès annuel, ainsi qu'au conseil de coordination du mois de mai.

Que ses membres soient en poste jusqu'au 31 mai 2020.

Qu'advenant la non tenue d'un congrès de fondation d'une nouvelle association étudiante nationale d'ici cette date, qu'il organise un congrès extraordinaire où chaque association membre de l'ASSÉ ainsi que chaque association ayant un mandat d'assemblée générale d'y participer aura droit de vote, selon les modalités de vote de l'article 9 des statuts et règlements de l'ASSÉ (3 votes/1 vote). Que ce congrès ait notamment comme but de faire un bilan du travail du comité de transition et de décider de la reconduction ou non de son mandat, ainsi que de l'élection de nouveaux membres.

Qu'un congrès extraordinaire puisse également être tenu à la demande de la majorité des associations étudiantes qui étaient encore membres de l'ASSÉ lors de sa dissolution.

(Déposée par l'AECSSP le 9 avril 2019)

5. AVIS DE MOTION

5.1. Dépôt des avis de motion

5.2. Traitement des avis de motion

6. ÉLECTIONS

7. FINANCES

8. VARIA

9. LEVÉE